

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

A LA PORTE ORIENTALE DE LA C.E.E.

UNE VOCATION EUROPEENNE HISTORIQUEMENT CONFIRMEE

La Pologne qui occupe un vaste territoire de l'Europe Centrale, à l'aube de son existence historique s'est trouvée dans une situation qui a eu de graves répercussions sur tout son avenir. Sa situation, entre les deux colosses politiques, Russie et Allemagne, a fait que la Pologne fut constamment et souvent en même temps exposée à leurs coups, à tel point qu'il semblerait que ces peuples n'avaient d'autre but que de l'asservir, en détruisant en elle toute liberté, l'autonomie des esprits, la culture et la langue nationale, en lui coupant de plus tout rapport avec les autres peuples.

L'Eglise de Rome a eu pour la Pologne une extraordinaire importance depuis l'époque où, en 966, Mieszko 1er roi de la puissante dynastie des Piast se convertit au christianisme et par cet acte en établit historiquement l'existence.

A la fin de l'an mille l'Eglise de Rome représentait le bouclier le plus efficace que les polonais pouvaient opposer à l'esprit d'agression de leurs surpuissants voisins. La décision de leur roi Mieszko fut par conséquent surtout un geste politique qui non seulement assura à la Pologne le puissant appui, même s'il ne fut pas tangible, du Pontife de Rome, mais renforça l'unification du pays et de ce fait, ses

suite page 2

belliqueux voisins, n'eurent plus aucun prétexte d'intervenir dans ses affaires intérieures.

Cette décision témoigna que la vocation polonaise était d'appartenir à la grande famille européenne, et lia profondément son peuple à l'Eglise et à la religion chrétienne, mais, malheureusement, elle ne la préserva pas d'ultérieures agressions.

Au long de leur histoire les polonais ont souffert des oppressions de toutes sortes, mais aucune force n'a réussi à leur faire oublier d'être un peuple fier de son indépendance et plein d'un profond amour de la liberté.

Les invasions continuelles contraignirent cette nation pacifique possédant au plus haut point le sens de la famille, le respect des traditions et le sens de l'honneur, à se transformer s'il le fallait en une armée de guerriers.

Sa vocation européenne ne fut pas seulement un appel à l'aide mais aussi l'engagement d'entraide en cas de besoin.

L'Europe put constater la loyauté du peuple polonais quand leur roi, Jean Sobieski, le conduisit, en 1683, sous les murs de Vienne pour secourir la chrétienté en sauvant l'Europe de l'invasion des armées du Grand Vizir Cara-Mustafâ.

En 1794, pour la Pologne, commence une des périodes les plus tristes car c'est alors qu'elle cesse de faire partie des nations indépendantes. L'Autriche annexe son territoire méridional et la ville de Cracovie, la Prusse celui qui se trouve à l'est de la Vistule avec la ville de Varsovie, et la Russie tout le reste du territoire oriental.

Mais le peuple polonais ne renonça pas à l'idée de se libérer du joug étran-

ger. Les multiples révoltes en sont un témoignage, révoltes parmi lesquelles il faut rappeler celle de 1863 quand les polonais réussirent à entraîner sur le plan diplomatique la France, l'Angleterre et l'Autriche elle-même pour contraindre la Russie à accorder au territoire polonais en sa possession au moins une représentation législative et l'usage de sa langue.

Ce n'est qu'à la suite de la première guerre mondiale que la Pologne retrouva sa liberté. Le Traité de Versailles la ressuscita en tant qu'état unitaire et indépendant en lui redonnant ses frontières historiques (sauf pour ce qui concerne la Masovie et la Silésie où les plébiscites furent favorables à l'Allemagne).

Pendant les premières années tout laissait espérer que le pays pourrait enfin vivre en liberté. Mais malheureusement l'indépendance n'était pas pour la Pologne, comme elle ne l'est toujours pas, une question de libre choix. Au-delà de ses frontières l'Allemagne et la Russie croissaient à un rythme vertigineux et ne cachaient pas leurs visées expansionnistes.

Cette nouvelle et lourde menace d'agression poussa la Pologne à s'adresser d'une manière encore plus serrée aux pays européens, en concluant des alliances pour garantir cette paix et cette liberté si durement conquises et pour poursuivre les échanges culturels avec l'Europe à laquelle elle se sentait toujours liée par une longue tradition historique et par l'amitié. Ce furent des tentatives désespérées en face de la politique d'expansion si évidente que conduisait surtout l'Union Soviétique.

La Pologne se trouve donc au centre de la deuxième guerre mondiale, envahie en même temps par les allemands et par

les soviétiques, encore une fois assujettie et opprimée d'une façon inhumaine.

L'héroïsme et la ténacité de tout le peuple polonais sont une des pages les plus belles de l'histoire moderne. Cependant, en dépit de tous leurs efforts, les polonais ne purent pas décider du sort de leur pays.

En octobre 1944 Churchill et Staline disloquèrent l'Europe Centrale en prouvant

combien ils méprisaient les intérêts de chaque peuple. Le partage octroya à l'Union Soviétique 80.000 km² de terres polonaises et dès ce moment l'ingérence soviétique dans les affaires intérieures de la Pologne devint quasi totale.

Les «libres» élections polonaises de 1947 confirment le principe politique du communisme énoncé par Staline d'après lequel: «quiconque occupe un territoire lui impose son propre système social».

POLOGNE 1975

Sa situation limitrophe a contraint la Pologne à subir plus que d'autres pays de l'Europe orientale, une lourde infiltration soviétique initiale dans sa politique intérieure ce qui conditionna notamment sa politique et son commerce extérieur.

Mais l'attitude ferme de son peuple,

que soutenait la flamme de ses traditions culturelles et religieuses qui le lient tant à l'occident européen, a bien contenu cette infiltration et c'est surtout dans le secteur intérieur qu'elle a réussi graduellement à la repousser en permettant à la Pologne de garder parmi les pays socialistes une position toute particulière.



... la Pologne est devenue la dixième puissance industrielle du monde.

Pour les leaders polonais, imposés par le Kremlin, il a toujours été difficile de conduire une politique qui soit compatible avec les concepts de liberté, de patrie et de tradition européenne de son peuple. Les polonais ne voulaient pas et ne veulent pas renoncer aux liens spirituels et culturels qui les a unis à l'Europe. Ils ne veulent pas renoncer à la civilisation qui a donné à la France ses châteaux, ses cathédrales et à la Pologne les nobles demeures de Gdansk, le palais royal de Vilanov ou le «Collegium Majus» de Cracovie.

De cette incompatibilité l'insurrection de 1956 à Poznan fait foi ainsi que, 14 ans plus tard celle de Gdansk.

Aujourd'hui on peut dire que la vie de la Pologne se déroule dans un climat plus libre grâce à la politique de Gierek.

Un de ses premiers pas dans ce sens a été la normalisation des rapports entre l'état et l'Eglise. Sa politique extérieure est dirigée aujourd'hui vers une ouverture avec les pays occidentaux et à l'intérieur vers une recherche d'indépendance économique.

La croissance de la production industrielle de ces dernières années est de

l'ordre de 11% / an. Ce rythme accéléré n'est dépassé aujourd'hui que par la Roumanie parmi les pays européens

L'industrie polonaise produit actuellement en 18 jours ce qu'elle produisait avant la guerre en 2 ans, et la Pologne est ainsi devenue la dixième puissance industrielle du monde. Atteindre ce niveau n'a été possible que grâce à l'importation des machines, de l'outillage et des technologies de l'occident.

Voilà donc la ligne que la Pologne veut suivre dans les années à venir: élargir dans les limites de sa réalité politique la collaboration avec les pays occidentaux, chercher de nouveaux marchés, des capitaux et l'assistance technologique de l'étranger qui lui garantissent la continuation de son développement industriel. Tels sont les motifs qui poussent la Pologne à entreprendre de toujours plus amples colloques avec les pays du vieux continent, colloques auxquels les partners ne devraient pas manquer, car ils sont conscients eux aussi de la situation spécifique de la Pologne, de ses traditions et de son désir de faire partie de la grande famille européenne.

S. MARIS

AUX LECTEURS

Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.

En présentant la série «A la porte orientale de la C.E.E.», dans laquelle a déjà paru **«Un pays latin dans l'est européen: la Roumanie», «De poudrière d'Europe à creuset de nationalités: la Yougoslavie», «La Grèce et l'Europe»** et **«Le pays des aigles: l'Albanie»** nous voulons donner une nouvelle impulsion à la bataille que le B.E. combat depuis 25 ans pour la formation de la «Grande Europe» constituée des 26 nations qui la composent géographiquement. C'est toujours dans ce but que dès que la publication des articles de cette série sera achevée, une Table Ronde sera réunie à Athènes par la Fondation Européenne Dragan pour y discuter cet argument avec la participation des représentants de la presse internationale.

LA TELE-UNIVERSITE EUROPEENNE

Nous publions ci-dessous les questions posées le 2 avril 1975 par le Sénateur Prof. G. Vedovato, Président actuel de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, au Président du Conseil des Ministres et aux Ministres des Affaires étrangères et de l'Education nationale du Gouvernement italien.

«Pour connaître:

quelles démarches ont été faites auprès des Gouvernements des 17 autres Etats membres du Conseil de l'Europe pour obtenir la reconfirmation de l'installation à Florence de l'Institut Interuniversitaire européen pour la promotion de l'enseignement à distance qui est en train de se constituer («Télé-Université européenne»);

quelles mesures concrètes ont été prises, d'accord avec les autorités locales, pour préparer le nécessaire pour cette installation, car tout retard ultérieur pousse, au point de vue de l'Europe compétente, à reprendre en considération les candidatures d'autres villes (Tübingen, Bletchley et Strasbourg même) que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, tout récemment, avait écartées.

Celui qui interroge rappelle:

que la Recommandation n. 650, relative à la création à Florence de la «Télé-Université européenne», a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe le 26 octobre 1971;

que l'initiative de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a pour but de mettre au service des Universités un organisme de coopération susceptible de développer, dans un esprit européen, l'enseignement à travers les «media éducatifs» et que, par conséquent, la mission d'un pareil organisme se différencie nettement de celle d'institutions nationales déjà existantes;

qu'en proposant l'établissement à Florence d'un Institut Interuniversitaire pour les «media éducatifs», l'Assemblée

s'est basée sur des considérations qui ont prévalu au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Neuf, quand ils ont pris la décision de créer dans ladite ville un Institut Universitaire européen avec lequel la «Télé-Université» présente un caractère de complémentarité;

que des décisions favorables de principe ont été prises aussi bien par le Conseil de la coopération culturelle que par le Comité des ministres relativement à la fois à l'opportunité de créer cet Institut interuniversitaire et à la possibilité d'exécution du projet présenté par celui qui interroge - même à la suite d'une réunion au «Palazzo Vecchio» de Florence, d'une sous-commission spécifique «ad hoc» - et intégré par un rapport d'un groupe de travail présidé par le professeur Kaye;

que, dans sa 23ème session (2-8 mars 1973), le Conseil de la coopération culturelle a adopté l'Avis n. 11, que le Comité des délégués des Ministres a examiné cet Avis en mai 1973, en chargeant le Secrétariat de dresser un rapport détaillé, que ce rapport, dans lequel on demande que soit prise une prompte décision, sera examiné par le Comité même lors de sa 242ème réunion au printemps 1975 et que du rapport en question on a déduit que, à côté de la candidature de Florence posée par le Gouvernement italien, subsistent encore la candidature de la République Fédérale allemande pour Tübingen (Deutsches Institut für Bernstudien) et celles possibles de Bletchley en Grande-Bretagne (Open University) et de Strasbourg.

UNE UNITE DE COMPTE EUROPEENNE

Les ministres des finances des Neuf se sont mis d'accord pour créer une unité de compte européenne, dont la valeur sera calculée chaque jour à partir d'un «panier» composé des différentes monnaies de la Communauté.

Commentant cette décision, M. Haferkamp, le vice-président de la commission chargée des affaires économiques et monétaires, a salué «l'amorce d'une définition d'une personnalité monétaire européenne», M. Fourcade, pour sa part, a prédit devant les journalistes que, «dans une perspective à cinq ans, l'unité de compte et le D.T.S. seront les deux grands instruments de paiement internationaux».

L'unité de compte utilisée jusqu'ici dans la C.E.E. était définie en or (0,8886 gramme d'or fin). Depuis que les monnaies «flottent» librement sur le marché des changes, cette relation ou troublait le jeu normal des opérations monétaires de la Communauté.

C'est pour adapter les comptes de celle-ci à la situation monétaire internationale que la France et la Commission avaient proposé, voici plusieurs mois, la définition d'une nouvelle unité de compte. Les propositions de M. Fourcade (le Monde du 18 septembre 1974) furent d'abord accueillies avec réticence par les autres Etats membres, qui auraient volontiers fait appel aux Droits de tirage spéciaux (D.T.S.). La Commission et la France ont fait valoir qu'il serait absurde de choisir, pour répondre aux besoins de la Communauté un instrument monétaire, le D.T.S. (qui est aussi un «panier» de monnaies), dont la valeur dépend pour 55% de l'évolution de monnaies extérieures à la C.E.E., au premier rang desquelles le dollar, dont le poids dans le D.T.S. est de 33%. Ce point de vue a finalement prévalu, ce qui constitue indéniablement un succès pour M. Fourcade et pour la Commission.

L'unité de compte, qui vient d'être créée, est donc un «panier» composé uniquement de

monnaies de la C.E.E. La part relative de chacune des monnaies est établie en fonction du produit national brut des pays membres et de la place qu'ils occupent dans le commerce européen, ce qui donne: 27,3% pour le DM 19,5% pour le franc français; 17,5% pour la livre sterling; 14% pour la lire italienne; 9% pour le florin; 7,9% pour la couronne danoise; 1,5% pour la livre irlandaise; 0,2% pour le franc luxembourgeois

Il fallait prendre une référence de départ pour pouvoir évaluer ensuite, au jour le jour, la valeur de l'unité de compte. Il a été décidé par commodité que la valeur initiale de l'unité de compte serait fixée (de façon anticipée) au 28 juin 1974 à 1,20635 dollar, car c'est ce jour-là que le «D.T.S. panier», dont la valeur est égale à 1,20635 dollar américain, a été créé.

En fonction, d'une part, de la pondération évoquée plus haut et, d'autre part, de la valeur initiale choisie pour l'unité de compte (1,20635 dollar), on a défini le panier type, qui est composé d'un certain montant de chacune des monnaies nationales: 0,828 DM; 1,15 franc français; 0,0885 livre sterling; 109 livres; 0,286 florin; 3,66 francs belges; 0,14 franc luxembourgeois; 0,217 couronne danoise; 0,00759 livre irlandaise. Ce panier type restera immuable: c'est à partir de lui qu'est calculée chaque jour, en fonction de l'évolution sur le marché des changes, la valeur de l'unité de compte.

L'unité de compte qui vient d'être créée sera immédiatement employée pour les opérations du Fonds européen de développement et de la Banque européenne d'investissements; son usage doit être étendu, après étude des problèmes techniques posés, aux autres procédures financières de la C.E.E.

«Il ne faut pas se leurrer, a commenté M. Fourcade. On a commencé par le plus facile. Cette extension n'ira pas sans mal». C'est vrai en particulier pour l'agriculture

En dépit de ces obstacles, qui ne sont

pas uniquement techniques, M. Fourcade, confiant dans l'avenir, se déclare persuadé que, dans le monde actuel troublé, «l'unité de compte va pouvoir devenir un instrument monétaire important».

Le ministre français des finances a, par ailleurs, constaté avec satisfaction que deux des propositions qu'il a soumises à ses collègues en septembre 1974 ont fait l'objet de décisions: le conseil a reconnu la possibilité

pour la Communauté d'émettre des emprunts sur le marché international des capitaux ou directement auprès des producteurs de pétrole, et il vient de décider la création d'une unité de compte. Il reste à aborder la troisième proposition française: la mise en place d'un système de flottement concerté des monnaies de la C.E.E., caractérisé en particulier par la définition d'un niveau communautaire du dollar ajustable après concertation des banques centrales.

FOIRE DE MILAN: Le Pavillon de l'Afrique, inauguré en 1972 est un très moderne centre commercial qui abrite les participations officielles des Pays Africains.



La 53ème «Fiera Campionaria», la grande Foire d'Exposition qui se tient en Avril à Milan, a réuni plus de dix mille exposants provenant de 126 nations et pour la première fois l'Arabie Saoudite en fait partie.

1975 - L'ANNEE DE LA FEMME

Mille neuf cent soixante-quinze est l'Année internationale de la femme. Ainsi en a décidé, en décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations unies. De même que 1974, Année de la population, a été marquée par de nombreuses réunions et conférences, cette année est l'occasion de nombreux forums consacrés à la situation des femmes.

Parmi les premières manifestations officielles et d'importance considérable les «Journées Internationales» ont été organisées par la France.

Voici les principaux passages du discours prononcé par M. Valéry Giscard d'Estaing à cette occasion.

«Les femmes n'ont pas attendu 1975 pour prendre conscience de leurs problèmes, et 1975 ne suffira pas à résoudre ceux-ci. Mais l'idée même d'une Année internationale de la femme est la preuve de la formidable transformation à laquelle nous participons, et que nous voulons accomplir: en moins d'une génération, les femmes ont fait irruption sur la scène du monde, d'abord pour réclamer l'égalité avec les hommes, puis pour affirmer l'autonomie de leur personnalité.

Cet avènement progressif de la femme, les hommes doivent le comprendre, s'en réjouir et le faciliter. Que les hommes ne s'y trompent pas. ils ne peuvent pas être neutres dans ce grand débat qui vous réunit pour trois jours à Paris.

La promotion des femmes n'est pas seulement souhaitable, elle est inéluctable.

Plus belles, plus instruites, plus diplômées, plus cultivées, les femmes regardent autour d'elles et découvrent de nouveaux modèles de sociétés, de nouveaux types de bien-être; il en résulte une interrogation sur leur aventure personnelle et sur leur aventure collective, à laquelle les tâches ménagères, mêmes mécanisées, ne sauraient tenir lieu de

réponse. Avant de pouvoir dire que les femmes ont leur juste place dans notre monde, il faut que quatre changements essentiels se soient produits:

1) Les femmes doivent être les principales responsables de leur descendance

Il faudra encore vaincre beaucoup d'ignorance, beaucoup de tabous, beaucoup d'égoïsmes pour aboutir à une société de libre choix et de pleine responsabilité vis-à-vis de sa propre descendance.

2) Les femmes doivent pouvoir assumer à la fois leurs responsabilités sociales et leurs responsabilités familiales: le second dilemme que nous n'avons pas complètement résolu, est celui de la compatibilité entre la fonction familiale et l'activité professionnelle.

N'espérons pas le résoudre par une sorte de retrait des femmes de la vie économique. Tout porte à croire au contraire, que les femmes souhaiteront de plus en plus participer à la vie politique, économique et sociale. Elles n'acceptent plus d'être une main-d'œuvre d'appoint.

3) Les femmes doivent pouvoir utiliser leurs dons et leurs compétences. Il faut poursuivre sans relâche l'ouverture systématique des formations, des recrutements, des responsabilités professionnelles aux femmes de façon parfaitement égalitaire. Il existe, il est vrai des types de vie, des activités qui conviennent peu aux femmes. Mais c'est à elles de le constater, et non à la société de le décider pour elles.

4) Ce sont les femmes qui joueront sans doute le rôle essentiel dans la transformation de notre culture.

Les femmes ont été longtemps patientes. Elles ne le sont plus. Tout en reconnaissant l'utilité d'une réflexion globale et prospective, elles aspirent à des améliorations rapides. Moins éprises d'idéologies que de réalisations concrètes, elles nous obligent à proposer à l'occasion de cette année internationale des

orientations qui serviront de guide aux actions des gouvernements.

J'en proposerai trois:

1) D'abord effacer les discriminations partout où elles subsistent, dès lors qu'elles ne sont pas liées à la protection de la fonction maternelle.

2) Ensuite, développer une politique d'éducation, de formation professionnelle et de promotion sociale, qui crée une véritable égalité des chances entre les sexes dans la vie économique comme dans la vie politique.

3) Enfin, construire un système de protection sociale qui instaure une solida-

rité plus active en vue d'assurer: d'une part, le libre choix et la compatibilité entre la maternité et la profession; d'autre part, la reconnaissance de l'autonomie sociale des femmes et l'existence de leurs droits personnels.

Cette prise de conscience des capacités et des responsabilités des femmes constitue-t-elle un phénomène spectaculaire et fragile? Tout ce que nous venons de rappeler montre au contraire qu'il s'agit d'une évolution irréversible. Qu'il s'agisse du couple, de la famille, de l'entreprise, de la nation, la soumission et la dépendance aveugle ne seront plus acceptables, et acceptées».

LA CONFERENCE A L'ONU POUR LA FEMME



L australienne Elizabeth Reid, l'allemande Herta Kuhrig, la princesse Ashraf Pahlavi soeur du châh, l'américaine Betty Freidan et la mexicaine Maria Lavallo Urbina pendant un intervalle de la conférence sur la Journée internationale de la femme qui a eu lieu à l'ONU.

EUROPE, THE THIRD WORLD AND THE ARAB WORLD

THE UNION OF EUROPEAN STATES WILL NEVER HAVE ANY AGGRESSIVENESS TOWARDS ANY OTHER STATE, RATHER IT WILL REPRESENT A FORMIDABLE BALANCE OF POWER AIMING AT MAINTAINING WORLD PEACE BY AVOIDING A CONFRONTATION BETWEEN THE BLOCKS OF THE CURRENT SUPERPOWERS BY DEVELOPING THE ARAB WORLD AND THE THIRD WORLD AND BY OPENING UP AT THE SAMETIME A LASTING STRAIGHT ALONG THE ROAD TOWARDS CIVIL PROGRESS FOR ALL THE PEOPLES IN THE WORLD.

THE END OF AN AGE

King Faisal of Saudi Arabia died on 25th March at the Central Hospital in Riyadh where he had been taken as the result of an assassination attempt. The Wahhabi Sovereign, who was seventy-one years old, adhered strictly to the Moslem faith and had succeeded in steering his country clear of the major developments which have unsettled the Arab world. He had played an important role in the area due to the sway given by his oil heritage and had come to be on closer terms with Cairo than beforehand. He was one of the pillars of American influence in the Middle East, and his departure means a serious likelihood that the balance of power in the area will be affected.

Astonishment, consternation, sadness, uneasiness: these words characterize the worldwide reaction to the news of King Faisal's

assassination. In innumerable capitals, official statements paid homage to the moderation and the political prowess of the deceased sovereign. National mourning was declared in most Arab capitals. Moreover, the monetary market registered falls in oil shares which have sometimes been notable.

IN WASHINGTON, President Ford declared: «It is with the deepest of distress that I have learned of the death of His Majesty, King Faisal, one who has done so much for his people, for the Arabs and for Islam, and one whose wisdom and greatness have earned him the respect of the whole world». Mr. Kissinger, underlining the «moderating role» played by the deceased monarch, emphasized that the King's death would usher in a conscious re-examining of American policy in the Middle

East.

For his part, Mr. Nixon stated that he was «personally stunned» by the news of the assassination.

IN MOSCOW, the announcement of the murder was made in a few lines, without comment, by the Tass agency and «Izvestia».

There was no official reaction, however it was emphasized in diplomatic circles in the capital that the Soviet Union had no diplomatic relations with Riyadh, and Faisal's aversion to communism was placed in full evidence.

IN LONDON, where flags on public buildings hung at halfmast, the King's death was received in official circles with consternation and anxiety. The Sovereign, who had made a State visit to Great Britain in 1967, enjoyed close relations with the British Government.

Queen Elizabeth sent a telegramme to the new King, in which she expressed her «deep distress».

OTHER EUROPEAN CAPITALS witnessed similar reactions. The Holy See, emphasizing the role the Sovereign had played as

protector of the Holy Islam Leagues, paid its respects, and condemned once again acts of violence. However the areas where emotions ran highest were within the Arab world.

AT THE UNITED NATIONS Mr. Waldheim sent a

telegramme to the new head of Saudi Arabia expressing his sympathy emphasizing the «prowess» of the late king, who «will surely be missed at this turning-point in the history of the Middle East».

A GREAT LORD OF THE DESERT

Due to his Bedouin origins, his day-to-day routine as well as to his political role, King Faisal was a great lord of the desert. He was the physical and moral epitome of it.

His height, his gait, his cold stare, his courage, his shrewdness and his sound political sense enabled him to achieve a towering stature far beyond the frontiers of Saudi Arabia. His countrymen were not mistaken in dubbing him Faisal Al Arab, Faisal of the Arabs, revered as was Nasser.



a few stones marked King Faisal's desert grave

He was above all a man of action. He was one of the few heads of State to have directly participated in the Creation, then in the governing of his country for more than half a century: he was in turn a soldier, military leader, the king's right-hand man, minister, heir and prime minister before ascending to the throne on 2nd November 1964. However, it was the oil «boom», then the October 1973 war and the rise in the price of «black gold» which made King Faisal into one of the real «powers» in the world.

It seems that he even encouraged the Syro-Egyptian offensive in October 1973. The many attempts that he had made to convince Washington to adopt a more balanced attitude in the Middle East having failed, he threatened to recourse to the use of oil as a weapon, a move which he had always previously condemned on principle. After the October war, the Sovereign was the keenest promoter of the oil embargo. However, in March 1974, he was among those who pronounced in favour of lifting the embargo against the United States.

A MODERATE OIL POLICY

Being the leading world exporter, Saudi Arabia played a key role in the setting in motion of the oil crisis. It was the Wahhabi King himself who first thought of using oil as a weapon to free the territories occupied by Israel. However, Saudi Arabia should not be considered one of the most unbending hard-liner members of the Organisation of Petroleum Exporting Countries (O.P.E.C.). To the contrary. For a year now, the oil crisis has been essentially a question of price; and, in this sphere, Saudi Arabia has always shown the greatest of moderation.

In fact, the entire Saudi Arabian oil policy in the course of the last few months has been geared to avoiding the collapse of the O.P.E.C. without treading on the toes of its powerful ally - the U.S.A. Riyadh did not decide immediately to lower its prices.

It is true that the leading producer of the organisation had other means to bring its O.P.E.C. partners round to less intransigent posi-

tions. In 1974, Saudi Arabia increased its production by 13% . These millions of extra tons thrown onto a market where demand had greatly declined, due to the measures of energy economy taken up by the industrialized countries, without any doubt greatly helped towards the price freeze decided upon at later meetings of the O.P.E.C.

At the same time, Faisal followed the general trend towards recuperating wealth, begun some years ago by Iran, Algeria and Irak. Last June, the Saudi State took over a 60% share in ARAMCO, the all-powerful company which exploits 95% of the country's deposits. Long and difficult negotiations are currently under way with the four international founder companies of ARAMCO (Texaco, Standard Oil of California, Mobil and Exxon) so as to buy back from them the 40% share which they still hold in the company.

One may well wonder if Saudi Arabia, once it has

regained total control of its oil production, will not be tempted to draw up trade agreements with industrialized states similar to those with France. Till now Riyadh has shown great diplomacy and reserve in this respect. It is true that the Americans do not feel at ease about this type of set-up.

The thousands of millions of dollars earned by Saudi Arabia should bring industrial development to the country. For Faisal, two sectors took priority: the petrochemical industry, aiming at selling refined products and no more crude oil, and iron metallurgy. However the development of this country with its limited population would only take up a minor part of its oil revenue. Up until now its monetary surplus had been invested in the United States. But Saudi Arabia after having decided at one point to no longer accept sterling in payment for its petrol, has recently moved away from dependence upon the dollar.

Le Fond Régional Européen

Même si elle apparaît comme un modeste compromis après deux ans et demi de palabres, de propositions et d'échecs, la création officielle à Bruxelles, du Fonds régional européen, ne peut être accueillie qu'avec satisfaction. Comme les affaires agricoles et les problèmes de l'énergie le démontrent abondamment, les occasions ne sont pas si fréquentes de voir les Neuf accomplir quelques pas ensemble, et surtout accepter de verser une contribution dans une tirelire commune.

Depuis le «sommet» européen de Paris, en octobre 1972, qui avait pris une décision de principe en ce sens, on désespérait de voir enfin mise en place une politique régionale européenne digne de ce nom. Seule, jusqu'alors, la Banque européenne d'investissements, par ses prêts à long terme, avait empiriquement tenté de la conduire. Un an plus tard, les ministres des affaires étrangères, toujours en désaccord, avaient dû ajourner leurs décisions sur la dotation du Fonds régional.

L'accord conclu le 4 mars, à Bruxelles, est toutefois plus important dans sa forme que sur le fond. Le président Giscard d'Estaing

organisateur du «sommet» de Paris en décembre 1974, y verra sans doute un succès personnel, puisque les divergences entre la République fédérale - irritée d'être considérée comme le banquier de l'Europe - et la France semblent s'être aplanies. D'autre part, Paris a accepté de ne pas céder à la tentation du donnant-donnant, et de ne recevoir de l'enveloppe communautaire qu'une part très inférieure à sa contribution au budget de l'Europe. Enfin, en permettant au gouvernement de M. Wilson, pour lequel la politique régionale est un des éléments déterminants de la «renégociation», de se tailler un succès, l'accord de Bruxelles devrait faciliter le maintien de la Grande-Bretagne dans la communauté.

Mais, si une ligne budgétaire commune a été ouverte à Bruxelles, il faut bien constater qu'une véritable politique régionale reste encore à inventer.

Malheureusement les Neuf se montrent encore aujourd'hui incapables de définir pour leurs régions et pour leurs populations, au-delà d'un acte mineur de solidarité financière, les intérêts à long terme de l'Europe.

UN NOUVEAU PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

Au Parlement européen en ouverture de sa session annuelle 1975-1976 a été élu le nouveau président - M. Georges Spénale, qui a pris la succession du représentant libéral hollandais M. Cornelis Berkhouwer.

M. Georges Spénale est le troisième représentant français à occuper le fauteuil présidentiel du Parlement européen, après Robert Schuman et Alain Poher. Il est le deuxième socialiste après M. Walter Behrendt (social-démocrate ouest-allemand), qui avait précédé M. Berkhouwer.

Né le 29 novembre 1913 à Carcassonne. M. Spénale est un ancien gouverneur de la France d'outremer. Directeur de cabinet de Gaston Defferre, ministre de la France d'outremer dans le gouvernement Guy Mollet, en 1956-1957, M. Spénale a été nommé haut commissaire de France au Togo de 1957 à 1960. Elu député socialiste du Tam en 1962, il est aussi conseiller général de son département et vice-président du Conseil régional Midi-Pyrénées depuis 1974, Membre du Parlement européen depuis 1964, il est devenu président de la Commission des budgets en 1967 et a été porté à la tête de son groupe politique à l'Assemblée des Neuf en 1974.

Pour une COMMUNAUTÉ CULTURELLE EUROPÉENNE

1975



**si la Communauté Economique Européenne
est la base de l'unification de l'Europe, la
Communauté Culturelle en permettra la con-
struction grâce a la contribution de toutes
les nations qui la composent.**

La Convention Culturelle Européenne du 19 décembre 1954 affirme le principe qu'il faut adopter une politique d'action commune visant à:

- a) Sauvegarder la culture de chacune des nations européennes.
- b) Développer cette culture grâce à des plans de recherche appropriés et coordonnés.

Or rien n'avait été prévu, pas plus pour la diffusion de cette culture entre les peuples européens pour qu'elle devienne un bien commun et un ciment d'union entre les ethnies qui composent la population de l'Europe, que pour la transmission de cette culture aux générations à venir.

Seuls des accords bilatéraux ou multinationaux ne réglant que des problèmes partiels sont nés du principe affirmé dans la Convention précédemment citée de 1954.

Un règlement général du problème qui touche tous les pays Européens y compris ceux de l'Est à économie socialiste n'existera toujours pas. Et il est indispensable car à l'Europe de la culture aucune sorte de limite ne peut être imposée.

La Fondation Européenne Dragan constituée en 1967 par le Dr. Prof. J.C. Dragan, est une institution dont le but est de contribuer grâce à une série d'activités culturelles et éducatives de formation et de perfectionnement, à créer et à renforcer une conscience européenne unitaire ainsi qu'à favoriser, à travers une osmose culturelle continue, une meilleure connaissance et par conséquent une intégration effective entre les peuples européens.

Pour le but même de sa constitution, elle a été portée à examiner et à approfondir le problème et à se convaincre par

la suite de la nécessité d'une politique culturelle européenne englobée en un traité unique et organique qui en réunisse les trois aspects fondamentaux: la conservation, le développement et la transmission.

Ce sont au fond les fonctions que toutes les écoles devraient exercer, quel que soit leur niveau, mais malheureusement presque partout ces fonctions sont remplies d'une manière imparfaite, sans unité directionnelle, avec un rendement assez bas et de toute façon sans une orientation adéquate aux besoins de la société actuelle et encore moins à celle de demain.

C'est dans cette philosophie de la Fondation que repose toute l'idée de la proposition du «Projet» qu'elle a présenté au Conseil de l'Europe afin qu'on arrive à l'élaboration organique d'un traité qui règle, en ayant force de loi, une politique européenne culturelle commune, comme ce fut le cas pour la CECA, la CEE et l'EURATOM mais avec un rayon d'action territorial bien plus vaste.

Nous ne pouvons, à cause du manque d'espace, publier le texte du projet de

Traité pour la création d'une Communauté Culturelle Européenne (CCE) proposé par la Fondation Européenne Dragan et qui a été présenté et commenté à la Commission de la Culture et de l'Education du Conseil de l'Europe lors de la séance du 26 mars 1971. La Commission délibéra alors d'étudier le projet en question et nomma en qualité de rapporteurs ses membres MM. Franz Karasek et Amato Berthet.

Le projet du Traité a été amplement diffusé auprès des Chancelleries européennes et auprès des plus grandes Organisations culturelles européennes. Il a obtenu nombre d'adhésions de grande valeur morale qui constituent à leur tour une documentation importante qui démontre combien le problème est fortement senti dans toute l'Europe et que sa réalisation non seulement est possible mais que tous nous y aspirons.

Nous attendons maintenant que la Commission de la Culture et de l'Education du Conseil de l'Europe conclue son étude sur le projet et présente une recommandation pour son exécution aux états membres.

R. CESTELLI

LE CENTRE DEMOGRAPHIQUE DE L'O.N.U. EN ROUMANIE

Aux termes de l'accord intervenu entre le gouvernement de la Roumanie et l'Organisation des Nations Unies, à Bucarest s'est ouvert le Centre Démographique de l'ONU en Roumanie (CEDOR).

Fruit d'une initiative roumaine formulée peu avant la Conférence Mondiale sur la Population qui s'est tenue en août 1974 à Bucarest, le CEDOR se propose de diffuser, par tous les moyens modernes de communication, grâce à une documentation solide et à une force active d'enseignement les notions fondamentales et les données statistiques optima de la science et de la politique démographiques.

S'attachant à faire des recherches dans le domaine de la démographie, à former le personnel nécessaire dans le cadre du rapport population-développement, le CEDOR fournit les connaissances nécessaires surtout aux participants des pays en voie de développement.

LES MERS NE SONT PAS CALMES

De Chypre à l'Ethiopie, du Portugal au Dofar, de la Palestine à Madagascar, nombre des tensions et des conflits que ranime l'approche du printemps se déroulent dans les mers chaudes ou à leur proximité immédiate. Dans chaque cas, les causes, l'enjeu immédiat, sont locaux. Dans chaque cas, les interférences de puissances extérieures en amplifient singulièrement la portée.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le libre accès à la mer est une condition sine qua non de l'indépendance, et les rares pays d'Europe qui en sont privés se sont trouvés condamnés à poursuivre une politique soit de stricte neutralité, soit d'intégration dans un ensemble qui, lui-même, communique avec la mer.

Le cas de l'Union soviétique ne diffère que par ses dimensions. Plus encore que pour ses approvisionnements, elle dépend, pour sa sécurité, de la liberté de ses accès maritimes. Le temps est loin où Khrouchtchev parlait de mettre sa flotte à l'encan. Les sous-marins nucléaires sont un élément de base, le plus sûr, de la dissuasion. Et le Kremlin a cruellement ressenti, lors de la guerre de six jours, les effets de l'absence de ses navires en Méditerranée orientale.

Or l'U.R.S.S. souffre, par rapport aux Etats-Unis, d'un lourd handicap. Elle ne possède qu'un seul accès aux mers li-



bres qui ne soit jamais bloqué par les glaces: Mourmansk pourvu qu'elle réussisse à garder ouvert durant toute la dernière guerre et qui permit d'échapper à l'asphyxie. Encore existe-t-il entre sa rade et l'Atlantique, du Spitzberg à l'Ecosse, un chapelet d'îles qui sont toutes aux mains des Etats-Unis ou de leurs alliés, et entre lesquelles patrouillent sans cesse les unités de l'OTAN.

Quant aux autres ports, ceux de l'Arctique sont bloqués plusieurs mois par an par les glaces. Ceux de la Baltique le sont moins longtemps, mais leur utilisation dépend du bon vouloir des nations qui contrôlent le Sund, le Kattegat et le Skagerrak. Ceux de la mer Noire ne sont jamais bloqués, mais leur utilisation peut être rendue impossible par une puissance tenant le Bosphore et les Dardanelles.

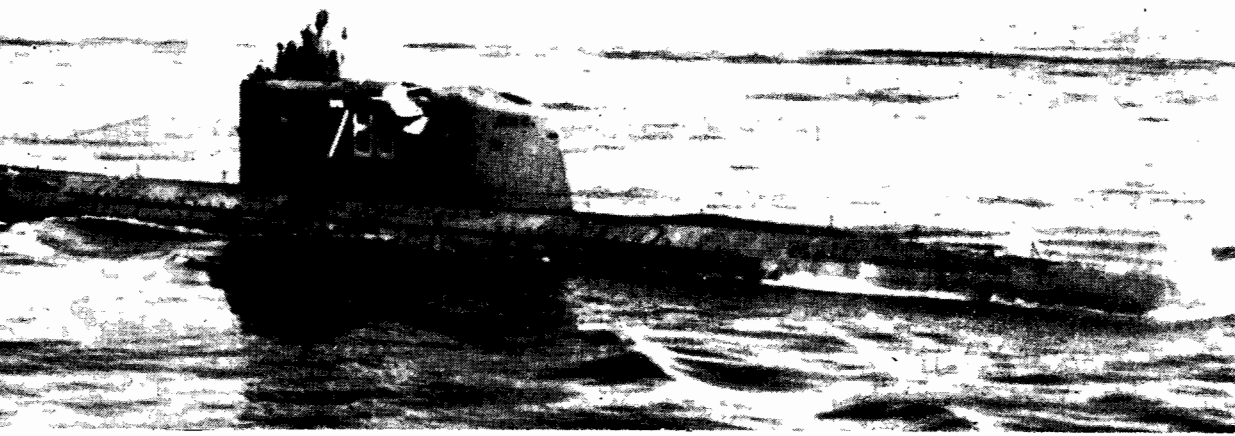
Les ports sur les mers d'Okhotsk et du Japon sont soumis aux caprices de l'hiver et de ceux des nations qui tiennent les Kouriles et le détroit de Corée. Bonne raison pour ne pas rendre aux Japonais, qui les réclament, les Kouriles méridionales. Aussi bien est-ce une constante de la politique russe, tsariste comme soviétique, qui lui fait rechercher un libre accès aux mers chaudes: les guerres avec la Turquie et le Japon, la pénétration en Asie centrale n'avaient pas d'autre raison.

C'est dire l'aubaine qu'a constituée pour Moscou l'affaire de Chypre. En réveillant l'antagonisme séculaire entre Grecs et Turcs, elle a fini par désorganiser complètement le flanc sud-est de l'OTAN, dégageant d'autant les accès méridionaux de l'Union soviétique.

C'est cependant le Portugal qui fait surtout question aujourd'hui. Or il s'agit du seul Etat européen qui ait mis sans restriction ses bases à la disposition des Etats-Unis, pendant la guerre d'octobre, pour assurer le pont aérien à destination d'Israël. On comprend que, dans ces conditions, la controverse politique ait, dans ce pays, des relents de guerre froide. Socialistes et communistes s'y déchirent à belles dents et cherchent les uns et les autres à l'étranger des appuis de toutes sortes. A certains signes, on peut

d'ailleurs se demander si les Etats-Unis n'ont pas, de Lisbonne à Moscou, en passant par Rome, accompli quelques démarches plus discrètes pour freiner une érosion générale de leur influence dans cette partie du monde.

Pour poursuivre une politique active de des milliers de kilomètres de leur territoire et maintenir l'«équilibre de la terreur», il faut aux Etats-Unis, malgré l'énorme accroissement du rayon d'action des avions et des fusées, conserver outremer un minimum de bases ou, du moins, de «facilités». L'Union soviétique, qui répudie la politique des bases, est conduite, elle aussi, par le handicap imposé à ses ports par l'hiver et par la géographie, à s'assurer en dehors de ses frontières et de celles des pays du pacte de Varsovie, des points d'appui permanents pour ses bateaux et ses avions. D'où les accords conclus pour l'utilisation de ports avec des Etats comme Cuba, l'Irak, l'île Maurice ou la Somalie. D'où l'intérêt porté à l'Islande, le conflit latent avec la Norvège. Mais alors que les Etats-Unis possèdent à Holy-Loch en Ecosse et à Rota en Espagne des bases pour leurs sous-marins nucléaires, l'U.R.S.S. n'a pas réussi jusqu'à présent à installer de point d'appui pour les siens en dehors du territoire contrôlé par le pacte de Varsovie.



THE BOOKS OF THE YEAR

DA.KSA
GOD'S COUNTRY
by
Nicolae Miulescu

a nagard publication 1975

.... Nicolae Miulescu, a professional agronomist now retired, is one of the students who has gone over thousands and thousands of pages of literature, history, folklore and Indian mythology with youthful enthusiasm. In his research he has discovered unexpected correlations between seemingly unimportant fragments of data, thereby enabling him to draw some entirely new conclusions with respect to the origins of European cultures and the Romanian past. He associated names of places, of gods, of the natural elements, of persons and of mythological figures, and arrived at the conclusion that the area lying between the Carpathian Mountains and the Danube River is the cradle of Indo-European culture. He demonstrated that people indigenous to this region emigrated to other European areas and carried with them the culture developed in the Carpathian-Danube basin. He also found that they refined their cultural heritage in their new homes and that it was later assimilated by other early European peoples. DA'Ksa talks about this

.... Some of Miulescu's interpretations may be daring. If some ten Hindu words from the Vedic writings were found to be similar or to correspond all over Europe, some two or three in each country, the matter would be of little consequence. But the fact that all those ten words are to be found in the Carpathian-Danube basin is not to be passed off as simple coincidence. It is food for thought and deserves serious consideration.♦....

.... Today, history can no longer be based upon documents alone. When studying history, attention must be given to logical examination of evidence, even if only regarded as elements capable of containing an embryo of truth waiting for confirmation in the future. Present thinking on documentation available to the student of history has gone a long way, and we should show a more imaginative approach and not lag behind. The UNESCO magazine «Le Courrier» of February 1973, published in Paris, clearly spells this out when it states: «Thanks to science-fiction we can now accept the marvels of fantasy, since we well know that what is told us is not true. Yet for some years now the press, television and many publications have discussed «thinking» robots, «emotional» computers, and unidentified flying objects manned by extra-terrestrial beings to such an extent that a new mythology is in the process of replacing scientific reality. For this reason it is well that science popularization plays a considerable role in the better understanding of science itself, and in avoiding its being confused with the myth».

(fragments of the Introduction by Prof. dott. J.C. DRAGAN)

LE DEMI - MILLENAIRE DE MICHEL - ANGE

(6 mars 1475 - 18 février 1564)

On possède sur Michel-Ange une masse de documents peu ordinaire, mais il n'y a guère de chances qu'elle puisse augmenter beaucoup... Il a certainement voulu laisser une certaine image de lui-même, tout en mouvements contraires, comme ses statues, en tenant de temps en temps des propos, qui ont été avidement recueillis, sur les trois thèmes dont il a fini par faire les trois grands secrets de sa vie: l'amour, la sculpture, la mort.

Michel-Ange exerce une fascination exactement inverse de celle de Léonard, qu'il détestait. C'est le prestige de l'art-poésie opposé à l'art-science. La tentation de l'interprétation philosophique est d'autant plus forte que les oeuvres sont toutes d'une saisissante complexité. On a beaucoup écrit naguère sur l'inspiration savante, les notions néo-platoniciennes, les formules dantesques, les images bibliques qui ont pu le porter. Mais la tendance est plutôt maintenant déflationniste.

Michel-Ange possédait la capacité d'intervenir victorieusement dans tous les arts, c'est-à-dire d'en changer le cours. Quand il produit une maquette pour Saint-Laurent de Florence, dessine une fenêtre pour le palais Farnèse, articule l'abside de Saint-Pierre, nous sommes loin de nous rendre compte des forces mises en jeu. Elles demandent une interprétation précise et forte.

L'architecture était supposée vivante, comme un organisme. Le principe même, le moteur de cet art, c'est une conscience intense et précise des possibilités du corps humain. Rien sans doute de plus opposé aux préoccupations des modernes - sauf, peut-être, dans le domaine de la photographie,

Mais, si l'on ne restitue pas à Michel-Ange l'obsession de cette forme - signe primordial de ce «chiffre» universel, comme eût dit Focillon, - on ne pénètre pas chez lui et la porte se referme. Comme l'a bien marqué Lord Clark dans un beau livre (Londres, 1956), cela commence avec les batailles d'hommes nus - conduisant au Carton de la Bataille de Cascina pour la grande salle du Palais Vieux non réalisée (et cela vaut peut-être mieux!); - puis alternativement en peinture et en sculpture dans les démonstrations stupéfiantes de la Sixtine: les ignudi du tombeau de Jules II; les esclaves, des figures couchées de la chapelle Médicis, du Jugement dernier, Et chaque fois un nouveau style.



«OUR WORLD MANKIND'S WORLD»: *I have read with interest the article in the English language on pages 10/11 of your November/December 1974 issue.*

As I was Chairman of Federal Union in Great Britain in 1957, I wonder whether you could let me know who Mr. Walter H. Cousins is.

The Federal Union Movement was formed in 1937 by three men, Patrick Ransome, Derek Rawlsely and Charles Kimber, of which only the last one, Sir Charles Kimber is still alive.

**Ota Adler, 13 Chester Square
London, SW1W 9HH.**

Bulletin européen

Ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P.E. ARGENTIERI, Alexander ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G.W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRANDEN, Pietro CAMPILLI, P. CAPELLE, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, Roberto CESTELLI MONTECHIARI, L.E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Hertha FIRNBERG, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, G. GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBONE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A.V. GIARDINI, Edmond GISCARD d'ESTAING, Guido GONNELLA, Jonathan GUINNES, W.A.'t HART, Wladimir JONESCO, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWING, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Jean MONNET, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSE, Erich MULHMANN, F. NEPVEU-NIVELLE, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Aurel PETRESCU, P. J. PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Alexander von RANDA, Peter RATTAZZI, Olivier REVERDIN, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, R. ROURE, Lucien de SAINTE LOETTE, A.G. SAMOY, Leopold SENGHOR, Carlo SFORZA, A. SIEGFRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pan V. VANDOROS, M.de l'AVENTOLIERE, Pierre VINOT, François VISINE, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

Bulletin européen

Fondé par Prof. Dr. J. C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferran

Direction - Rédaction Via Larga 11 MILAN - Tél. 870.487/893.209

ABONNEMENTS

Italie	Lires 6.000	Etranger	Dollars 10.-
Abon. d'Honneur	50.000	Abon. d'Honneur	100.-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia